

Sortir les pays arabes de l'économie de rente ?

*Résumé de la conférence de Georges Corm
prononcée au Cercle des économistes arabes à Paris le 26 mars 2010*

Les nombreux politologues qui se penchent sur l'avenir du monde arabe et tentent de comprendre les conflits à répétition qui le déchirent ont très peu recours aux très utiles éclairages que peut apporter l'analyse de l'évolution des structures socio-économiques de cette région depuis son ouverture sur le monde moderne. Leur instrument préféré et souvent exclusif d'analyse est l'Islam, tel qu'il se présente aujourd'hui sous ses différents radicalismes politiques.

Cet oubli du facteur économique et social est d'autant plus curieux que les évolutions socio-économiques de cette région du monde peuvent être une clé très utile d'interprétation des tensions, violences et instabilité, y compris les différentes formes de radicalisme identitaire religieux ou les causes de la permanence de l'autoritarisme politique et de la privation de libertés publiques.

En fait, les débats stériles sur l'Islam qui s'inscrivent de plus en plus dans la circularité des discussions sur le choc des civilisations ou leur dialogue et leur collaboration, loin de contribuer à une meilleure compréhension des problèmes du monde arabe, jettent au contraire une confusion de plus en plus grande qui fait obstacle à la bonne compréhension des dynamiques négatives qui affectent cette région du monde.

Parmi ces dynamiques négatives qui paralysent à la fois le développement économique et technologique et celui de la démocratie et de l'Etat de droit, on doit impérativement mentionner l'amplification et l'élargissement de l'économie de rente depuis un demi-siècle, caractéristique majeure de l'économie du monde arabe et du Moyen-Orient.

Certes, la rente est une composante essentielle du fonctionnement de toute économie et de la génération de revenus publics et privés. Toute la question, cependant, se trouve dans le mode d'appropriation et de gestion de cette rente, ainsi que de son utilisation au bénéfice de la collectivité et du progrès technique et scientifique.

Longtemps, la rente foncière a été la source principale d'enrichissement en Europe féodale. Sa confiscation quasi exclusive par les rois et la noblesse de cour et son utilisation pour construire toujours plus de palais et de demeures somptueuses ont été la source de la montée revendicative qui, de la Magna Carta au XIII^e siècle, à la révolution anglaise de Cromwell et enfin à la Révolution française de 1789, entraîne la suppression des privilèges de la noblesse et de l'Eglise et l'instauration progressive de la démocratie. De formidables énergies créatrices sont libérées. Au fur et à mesure que l'industrialisation progresse, la rente foncière agricole diminue en importance et des progrès spectaculaires sont réalisés en productivité. La rente foncière se développe désormais dans les villes en pleine expansion. Le système de protection des brevets et des

marques crée la rente technologique qui enrichit les inventeurs et développeurs de la société industrielle.

Dans le monde arabe, en dépit des nombreux changements politiques connus par les Etats issus du démembrement de l'Empire ottoman, l'économie de rente a changé de forme et de sources, mais elle est restée prépondérante, paralysant ou stérilisant tous les efforts de développement économique et social. On peut même dire que la lutte pour la maîtrise des sources de rente, lesquelles se sont multipliées au cours du XX^e siècle, explique les coups d'Etat à répétition dans les années cinquante et soixante, ainsi que les violences et les tensions au sein des sociétés arabes. Le premier coup d'Etat militaire en Syrie en 1949 a eu pour motivation l'accélération de la construction d'un pipe-line, cependant que l'attaque franco-britannique sur le Canal de Suez en 1956, source importante de rente, marque un tournant dans la mise en place d'un pouvoir de plus en plus autoritaire et ouvre la porte aux nombreuses nationalisations qui auront lieu en Egypte, Syrie, Irak, Libye, mais aussi à des réformes agraires au succès très limité sur le plan économique.

Par la suite, en 1973, l'explosion des prix du pétrole fait des Etats producteurs des centres majeurs de rente qui attirent des millions de travailleurs arabes et asiatiques, ainsi que des entrepreneurs et hommes d'affaires, et aggrave la dépendance des économies arabes, pétrolières et non pétrolières, vis-à-vis de cette rente et de ses fluctuations. Désormais, la voie de la fortune et de l'enrichissement dans le monde arabe passe par un séjour dans l'un ou l'autre des Etats exportateurs de pétrole. De plus, les flux de remises des émigrés dans ces Etats ou dans les pays occidentaux avancés deviennent une source de rente majeure pour les économies arabes exportatrices de main d'œuvre (environ 17 à 20 milliards de dollars par an). Par ailleurs, l'enrichissement rapide de nombreuses personnes ayant accès directement ou indirectement à la rente pétrolière fait exploser la rente foncière dans les capitales arabes et les principales villes. Déjà le fort taux de croissance de la population était un facteur d'augmentation de la valeur de la rente foncière depuis les années soixante du siècle dernier.

D'autres sources de rente vont être dégagées après les indépendances. Il s'agit notamment des aides extérieures annuelles et du développement du tourisme de masse à partir des années soixante dix dans toute la Méditerranée.

On se rend compte qu'en définitive la multiplication des sources de rente et l'augmentation des flux financiers qui en découlent sont un élément majeur pour expliquer les des performances très médiocres des économies arabes, comparées aux économies d'autres pays émergents dénués de source de rente et qui ont connu un développement accéléré. En fait, la gestion et la distribution des revenus provenant des sources de rente n'ont pas été inscrits dans le monde arabe dans des mécanismes de développement associant le secteur privé et le secteur public pour briser le retard technologique et scientifique des sociétés arabes et développer une capacité productive et exportatrice de biens d'équipement ou de produits de consommation en forte demande dans l'économie mondiale. En dépit des modèles de développement accéléré fournis par le Japon et les pays du sud-est asiatique, le modèle de développement des pays arabes est resté centré sur la maximisation financière des sources de rentes, mais non leur emploi

dynamique. Il a surtout servi à augmenter les niveaux de consommation, dont une bonne partie a été affecté à de la consommation somptuaire ou à des placements financiers et fonciers à l'étranger.

Le résultat a été l'explosion du chômage, notamment dans les couches jeunes et diplômées de la population, un exode accéléré des cerveaux et des compétences, des protestations sociales fortes qui se sont organisées autour d'une demande de réislamisation des sociétés arabes (« l'Islam est la solution ») et d'une radicalisation de divers types de fondamentalismes religieux et identitaires. Les régimes politiques ont eux-mêmes, dans la plupart des cas, encouragé cette dérive dans la radicalisation d'un identitaire religieux, ce qui permet d'éviter la contestation directement sociale pour une répartition moins inégalitaire des revenus. Et ce qui permet aussi de faire accepter toujours plus d'autoritarisme politique qui tantôt se justifie par sa dévotion à la cause de la restauration d'une identité islamique, tantôt se présente comme le seul rempart face à l'augmentation de la violence qui se réclame de l'islam chez les mouvements de type « takfiriste » qui s'en prennent aux musulmans déclarés « égarés ».

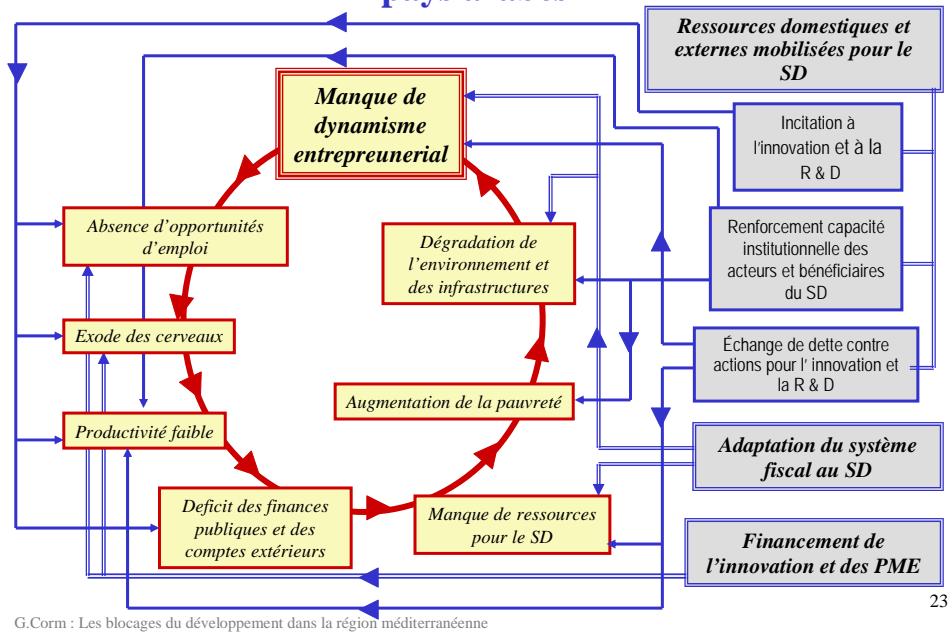
Les économies des pays arabes sont donc enfermées dans un cercle vicieux qui caractérise bien les économies rentières passives, c'est-à-dire là où la rente n'est pas utilisée pour sortir le pays de la stagnation technologique et scientifique. Les taux de croissance des économies sont directement dépendants de l'évolution des rentes, au centre desquelles la rente pétrolière, les aides extérieures et les remises d'émigrés. La distribution des revenus devient de plus en plus inégalitaire et l'émigration est la seule soupape de sûreté.

Sortir de cette dépendance multiforme sur les sources de rente exige que les Etats, mais aussi le secteur privé, se penche plus sur la façon dont les pays du sud est asiatique ou l'Irlande ou Malte ou Singapour ont échappé au sous-développement et sont devenus des acteurs importants de la globalisation économique qui ont réalisé le plein emploi chez eux et sont parvenus à concurrencer les pays anciennement industrialisés dans la production et l'exportation de biens et services à haute valeur ajoutée. Ceci exige des dirigeants du secteur public et du secteur privé, comme des économistes et des responsables des institutions d'enseignement, de sortir de la mentalité rentière pour mettre en place les mécanismes d'une économie innovante et dynamique qui brise le cercle vicieux du chômage, de l'émigration, des performances économiques médiocres, de la montée des injustices sociales et du maintien de larges poches d'analphabétisme.

La stabilité politique et la réduction des tensions et violences dans le monde arabe passent par ce changement. Encore faut-il que les dirigeants politiques, les hommes d'affaires, les économistes et les intellectuels qui gravitent autour d'eux soient prêts à le faire. Si les facteurs externes dans l'instabilité du monde arabe jouent un rôle important, notamment la politique israélienne et l'appui dont elle jouit, les facteurs économiques internes ne sont pas moins importants. Sortir de l'analyse des problèmes arabes centrée sur le facteur religieux pour entrer dans la réalité d'une sous performance économique permanente et l'analyse de ses causes peut permettre d'entrer enfin dans un cercle vertueux d'innovation, d'équité socio-économique et de plein emploi.

Il faut pour cela briser la pesanteur intellectuelle, voir la paresse et la facilité dans l'analyse, qui dominent toute approche du monde arabe exclusivement centrée sur une anthropologie religieuse bien qu'elle ait montré depuis longtemps ses limites.

Rompre le cercle vicieux de l'économie de rente dans les pays arabes



23